

L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION

par Arthur ARNOLD

1877

AVANT-PROPOS

Les pages qui suivent ont déjà paru, sous forme de *lettres*, dans un journal français.

Elles semblent donc s'adresser exclusivement à la France, s'occuper exclusivement des péripéties de la politique française actuelle.

C'est une erreur.

Il n'y a plus aujourd'hui de questions nationales proprement dites. - Il y a la grande lutte de la révolution contre l'État, de l'avenir contre le passé, de l'Égalité contre le privilège, du Droit contre la force.

Cette lutte existe, - ouverte ou latente, - chez tous les peuples civilisés, quelle que soit la latitude géographique, quelle que soit la forme politique du gouvernement, - Empire, Monarchie, République, Pouvoir personnel ou Parlementarisme.

C'est en France, jusqu'à présent, que cette lutte a revêtu un caractère plus violent, c'est en France que les deux adversaires se sont saisis avec plus de fureur, que la bataille, depuis longtemps engagée, se poursuit avec le plus d'acharnement, à travers des péripéties plus dramatiques et plus douloureuses, mais le même antagonisme se retrouve, - modifié dans ses manifestations extérieures par la diversité des tempéraments et des milieux, - aussi bien chez l'Anglais que chez le Français, chez l'Allemand que chez l'Italien, chez le Suisse que chez le Belge ou le Russe.

Si la France se meurt de Centralisation, d'unité factice et de Gouvernementalisme - poussés chez elle à des excès inconnus presque partout, hors de ses frontières, - si la théorie de l'État, si l'action du Pouvoir, l'ont réduite à la situation où nous la voyons, la livrant alternativement aux avortements révolutionnaires et aux coups-d'État triomphants, il n'est pas un des peuples que nous venons de nommer qui ne soit plus ou moins dupe de sa foi persistante dans l'efficacité des formes politiques, qui ne demande, comme la France l'avait fait jusqu'au 18 mars 1871, son salut à des institutions gouvernementales qui sont la négation absolue de la Révolution sociale, et la rendraient définitivement impossible, au cas où le peuple n'arriverait pas à les jeter dans la poussière, sous ses pieds.

Ce qui arrête et stérilise l'action révolutionnaire en France, - c'est identiquement ce qui arrêta, avant-hier, la Révolution en Italie, ce qui la faisait avorter, hier, en Espagne, ce qui la retarde et, demain, la rendra impuissante en Allemagne: - C'est la théorie de l'État, - que ce soit l'État républicain ou l'État monarchique, l'État ouvrier ou l'État bourgeois.

ÉTAT et RÉVOLUTION sont deux forces contradictoires, incompatibles.

Il s'agit donc de sortir de l'Évolution politique dont tous les termes aboutissent au despotisme en haut, à l'esclavage en bas, pour entrer sur le terrain de l'Évolution sociale qui nous donnera la Justice dans l'Égalité, et l'Égalité dans la Liberté!

Mais, pour entrer sur ce terrain de la réalisation socialiste, il faut, d'abord, - répétons le, - renverser les barrières qui nous en interdisent l'accès, - c'est à dire ABOLIR L'ÉTAT ET TOUT L'ORGANISME POLITIQUE DONT IL EST L'INCARNATION SUPRÊME.

Genève, octobre 1877.

Première partie:

LA DÉCEPTION

La France semble atteinte d'une grande déception à l'endroit de ses gouvernants.

Après chaque Révolution nouvelle, - elle respire, elle espère. - Elle a manifesté sa volonté. - Elle croit que cela suffira. - Cela ne produit rien, et ce bon peuple de France aux illusions incorrigibles, s'en étonne.

Pour mon compte, je ne trouve d'étonnant que son étonnement.

Combien de fois, depuis quatre-vingts ans, n'a-t-il pas manifesté sa volonté, - et quand a-t-elle été respectée, obéie?

Il peut la manifester encore des milliers de fois, sans qu'il en soit jamais davantage.

Qu'il fasse la récapitulation de tous les ministres qui l'ont gouverné, - et ils sont aussi nombreux que les palinodies de M. Jules Simon! - qu'il fasse la récapitulation de tous les maîtres qu'il s'est donné, ou qu'il a subis, depuis Napoléon 1^{er} jusqu'à nos jours, - et qu'il me dise ce qu'il a gagné, lui, peuple, à tous ces régimes qui n'ont jamais différé que d'étiquette.

Il a eu un parvenu de la Révolution, un Empereur de la gloire, qui l'a désarmé, réduit au silence et conduit à la boucherie.

Il y a eu des rois légitimes, Louis XVIII, Charles X, qui l'ont livré aux jésuites et envoyé à confesse.

Il y a eu un roi bourgeois, Louis-Philippe, qui l'a jeté en pâture à la féodalité industrielle et financière.

Il y a eu une République qui, sous les ordres de Cavaignac, l'a fusillé et déporté en juin.

Il a eu un second Empire, qui l'a massacré et déporté au 2 décembre, et lui a légué une carte à payer de cinq milliards, sans compter l'avachissement des caractères.

Il y a eu un gouvernement de la Défense nationale, qui n'a rien défendu.

Il y a eu M. Thiers, qui, en queue de *«la plus belle armée de la France»*, a pris Paris, - puis Mac-Mahon, dit *«l'épée loyale»*.

Après la colique de Broglie, et le panaris Buffet, il a même eu le cataplasme Simon qui a envenimé la plaie, et amené la gangrène Fourtou.

Mais je constate qu'après chacune de ces innombrables révolutions, qu'après chacun de ces changements de personnel gouvernant, il a toujours été réduit un peu plus au silence, et qu'il est devenu, le lendemain de chacune de ses victoires, un peu plus suspect à ceux qu'il avait hissés, ou laissé arriver au Pouvoir.

Il s'en indigne, s'en afflige ou s'y résigne, suivant les circonstances, - mais il s'en étonne toujours.

Il me produit l'effet d'un jardinier qui, ayant planté un pommier, s'étonnerait de ne point récolter des cantaloups.

Il a planté l'État, le Pouvoir, la Centralisation, et il est stupéfait de ne voir fleurir ni la liberté, ni l'autonomie, ni les réformes politiques et sociales.

Il se fait, suivant une fiction légale, représenter par des gens qui ne sont pas lui, qui ont des idées et des intérêts ou des instincts diamétralement opposés à ses idées, à ses besoins, à ses volontés, et il ne s'explique pas comment ces prétendus représentants du peuple ne sapent les bases de l'ordre actuel qu'en l'étayant chaque fois qu'il branle, et ne le renversent qu'en lui tendant la main chaque fois qu'il trébuche.

Il est pris dans un filet aux mailles innombrables et serrées, qui s'appelle le gouvernement, l'armée, le clergé, la magistrature, l'administration, le code dont toutes les lois ont été faites jadis sans lui et contre lui, et il ne comprend pas pourquoi on ne tient pas plus de compte de ses réclamations, qu'on n'en tient des sauts de carpe du poisson que la poêle attend.

Il a des gouvernants, qui, une fois au Pouvoir et maîtres absolus de toutes les forces vives, de toutes les ressources de la nation, - ne dépendent pas de lui.

Il a une armée, qui représente la force matérielle, - et qui ne dépend pas de lui.

Il a un clergé, une université, des professeurs et des maîtres d'école, qui enseignent ses enfants, - quand on les enseigne, - et qui ne dépendent pas de lui.

Il a des magistrats chargés de le juger et d'appliquer un Code fait sans lui, - et qui ne dépendent pas de lui.

Il a des représentants qui, - du jour de leur élection, - ne dépendent que de leur conscience!

Il a des préfets qui l'administrent, - et qui ne dépendent que du ministre.

Il a des maires qui font la pluie et le beau temps dans la commune, - et qui ne dépendent que du Pouvoir.

Il a des conseils généraux, des conseils d'arrondissement, des conseils municipaux, qu'il nomme, il est vrai, et qui, - pourvu qu'ils ne s'occupent ni de politique, ni de religion, ni de réformes financières ou sociales, ni de quoi que ce soit qui ressemble à quelque chose, - ont le droit d'approuver les volontés du préfet, d'émettre les vœux qu'on leur permet, - et d'être dissous, quand ils ne répondent pas invariablement: «*Brigadier, vous avez raison!*».

Il a une police chargée de le protéger, et qui le surveille, qui n'est responsable que devant elle-même, et qui ne dépend pas de lui, - de telle sorte qu'elle peut devenir le pire des fléaux, - on l'a vu sous l'Empire, - sans qu'il reste au citoyen d'autre ressource que d'obéir et de se faire... sans murmurer, comme disait M. Scribe de l'Académie française.

Et dans celle situation alors qu'il est plus débile et plus emmaillotté qu'un enfant dans les bras de sa nourrice, il s'étonne que ses volontés ne soient pas suivies!

- Oh! mais, dit-on, le peuple a des représentants qui ont mandat de supprimer ou de modifier tout cela.

D'abord, je ne connais pas de mandat qui puisse faire un démocrate de M. Jules Ferry, de la Défense nationale, ni un révolutionnaire de M. Gambetta, ce député de Belleville, après lequel M. Thiers ne trouvait plus rien à dire, ni un socialiste d'aucun de ces libéraux autoritaires, de ces avocats sonores et creux, de ces riches propriétaires, de ces industriels millionnaires, que le *Suffrage universel* a toujours subis, et subira toujours.

Ensuite, ceci prouverait que le salut du peuple et le triomphe de la justice sociale dépendent de deux miracles: - le premier, qui ferait sortir des urnes électorales une collection d'hommes représentant exactement les besoins, les volontés du peuple; - le second, qui ferait que ces hommes extraordinaires, une fois au Pouvoir, ne trouveraient pas délicieux tous les abus qui, au lieu de servir contre eux, - leur serviraient!

Non, le mal, le mal qui nous tue, est plus haut et ailleurs. La coquinerie des individus l'aggrave sans le créer. Le mal n'est pas seulement qu'un ministre donne des ordres réactionnaires, mais qu'il puisse donner des ordres. Ce n'est pas seulement que les préfets soient Bonapartistes, Broglistes, Buffetistes ou Thieristes, ou Mac-Mahoniens, mais qu'il y ait des hommes qui reçoivent et appliquent les ordres du Pouvoir, au lieu de recevoir et d'appliquer les ordres de la nation.

Le mal, c'est que le Pouvoir, c'est-à-dire l'État, soit autre chose que le très humble serviteur de la nation, une sorte de bureau général d'administration, chargé d'exécuter simplement les volontés, - transmises au centre, - de tous les groupes naturels qui constituent le peuple.

Non, les libertés, les droits, la prospérité, la dignité d'un peuple, ne peuvent dépendre de l'honnêteté ou de l'intelligence de ses gouvernants, du hasard qui fait que l'État aujourd'hui est d'accord avec la majorité, et du bon plaisir de ministres qui changent, qui meurent, qui sont à la merci de toutes les intrigues d'un parlement, sans communication lui-même et sans engagements légaux avec le pays.

S'il en est ainsi, comment s'étonner que toutes nos révolutions, avant respecté l'omnipotence de l'État, le droit de l'État, aient toutes avorté misérablement? - Vous laissez l'arbre, et vous vous plaignez qu'il porte ses fruits naturels! - Vous laissez tout l'outillage du despotisme, et vous vous étonnez qu'il ne fabrique pas la liberté!

Qu'est-ce que l'État? - C'est l'autorité entre les mains de quelques-uns!

Qu'est-ce que la République? (1) - C'est le droit pour tous, le privilège pour personne, la libre initiative de toutes les forces individuelles et groupées, le développement intégral de toutes les autonomies politiques, sociales et productives.

Vous voyez donc bien qu'il y a là contradiction, antinomie, négation réciproque, et qu'il faudra nécessairement ou que l'État qui représente le principe d'autorité absorbe la République, comme il l'a déjà fait deux ou trois fois, ou que la République résorbe l'État, et lui substitue le jeu libre d'autres institutions diamétralement opposées dans leur but et leurs moyens d'action.

Tant que vous enverrez pour vous représenter, des hommes qui parleront de fortifier le Pouvoir, d'agrandir le droit de l'État, de resserrer les noeuds de cette belle unité française que le monde nous envie, et qui ne nous a encore valu que des coups-d'État, trois invasions, l'écrasement de toutes les initiatives individuelles chez le peuple le plus initiateur de la terre, et l'avortement d'une demi-douzaine de Révolutions, sans compter la grande, - ne croyez pas avoir de la République autre chose qu'une belle et trompeuse étiquette sur un ballot monarchique.

Deuxième partie:

LA REPRÉSENTATION DU PEUPLE

Notre sort est-il entre les mains de celui ou de ceux qui nous gouvernent?

Peut-il dépendre d'un gouvernement, quel qu'il soit, à un moment donné, d'interrompre, d'arrêter ou d'entraver, tout au moins, la marche du pays, de lui crier: - *Halte! demi-tour à droite! En arrière! - Arrrche?*

Oui, parce que l'État est tout, et la nation, rien.

Or, remarquez-le bien, que ce soit le maréchal Mac-Mahon qui soit à la tête de l'État, ou M. Gambetta, ou Napoléon IV, ou Henri V, ou Pierre, ou Jacques, - cela ne changera point le fond des choses.

L'État tiendra toujours tout dans ses mains, vous dépendrez toujours des volontés, des préjugés, des caprices, de l'honnêteté des ministres, ou de leur chef: vous serez toujours à la merci d'une intrigue parlementaire quelconque, et il suffira toujours d'un changement de personnel, aujourd'hui plus libéral, demain plus rétrograde, pour contraindre la France à marquer le pas sur place ou à reculer.

Tel est le gâchis dans lequel nous pataugeons depuis quatre-vingt ans. Telles est l'impasse au fond de laquelle la Révolution trois fois victorieuse, depuis trois-quarts de siècle, va se briser le crâne, dans ses plus beaux élans, pour retomber sanglante et inanimée, à la discrétion des corbeaux et des vautours.

Quand on rapporte le mot de Louis XIV, - *L'État c'est moi!*, - tous nos libéraux bondissent d'indignation.

Quand l'État moderne dit: - *La France, c'est moi!*, - et agit en conséquence, - quelle différence y voyez-vous?

Il a raison, vous lui avez tout donné, il est le plus fort, il peut tout, - il est tout!

- Mais, répondez-vous, je suis le peuple souverain, moi! - Tous ces gens qui me gouvernent, qui me ra-

(1) En réalité, la République, - forme politique, - n'est qu'un gouvernement comme les autres, mais puisqu'une notable partie du peuple, - en France, s'est ralliée à ce mot qui lui représente la Révolution, je me sers toujours du mot, afin d'être compris et d'éviter de trop longues explications, dont ce n'est point encore ici la place.

tionnent ma part de liberté, d'existence, d'air respirable, qui taillent et qui rognent dans mes droits, qui légifèrent envers et contre tout, particulièrement contre moi, - ne tiennent leur pouvoir que de moi!

- En ont-ils moins le pouvoir?
- C'est moi qui les nomme!
- En êtes-vous moins gouvernés?
- J'ai mon bulletin de vote, - je les change!
- Et plus vous les changez, plus c'est toujours la même chose!

D'abord, parce que vous les changez à l'heure fixée par eux, dans les conditions voulues et préparées par eux, de telle sorte que vous n'êtes jamais mis à même d'empêcher le mal que quand il est fait.

Ensuite, parce que le mal a des racines plus profondes.

Émondez l'arbre tant qu'il vous plaira, il n'en poussera pas moins ses branches, et si c'est un mancenillier, vous n'en serez pas moins empoisonnés, chaque fois que vous irez vous reposer à son ombre.

L'erreur c'est de croire qu'en changeant l'investiture du Pouvoir, on en change la nature.

Le roi Bomba disait en parlant de ses soldats, d'ailleurs très braves contre le peuple: - *Habillez-les de vert, habillez-les de rouge, ils fuiront toujours devant l'ennemi.*

Il en est de même du Pouvoir. Qu'il s'exerce au nom du droit divin et héréditaire, ou au nom de la souveraineté populaire et du droit électif, il sera toujours le Pouvoir, et vous serez toujours la chose inerte qu'on administre, qu'on dirige, qu'on gouverne.

Qu'il porte au front l'huile sainte du sacre, ou la poudre de la barricade, ou le bulletin de vote, - l'État, représenté par un homme ou par une Assemblée, n'a-t-il pas toujours les mêmes prérogatives, la même omnipotence?

Du moment que vous avez dit *oui*, avec plus ou moins de connaissance de cause, plus ou moins de liberté morale ou matérielle, n'appartenez-vous pas à ce Pouvoir, qui sort de vous, et qui n'est plus vous?

Si ou disait à un condamné à mort: - *«Le bourreau ne sera plus nommé par l'administration, tu l'éliras toi-même, et, avant de te trancher la tête, il déclarera que c'est en vertu de ta propre Souveraineté qu'il te coupe le cou»*, - croyez-vous que le sort du guillotiné en serait essentiellement changé?

Eh bien! cette théorie est celle de la *Souveraineté déléguée*, celle de toute la vieille génération révolutionnaire et des jeunes néophytes qui aspirent au Pouvoir.

Pas d'illusion. - Jamais l'État, quelque nom qu'il prenne, ne sera véritablement démocratique; ni même libéral, - c'est-à-dire soumis aux volontés de la nation.

Comment voulez-vous que celui qui commande - obéisse?

Jamais il ne sera ni la liberté, ni légalité, puisqu'il est l'Autorité, par conséquent le privilège, c'est-à-dire le contraire de la liberté et de l'égalité.

Sera-t-il davantage la justesse et la sécurité?

Mais il n'y a point de justice là où il n'y a ni liberté vraie, ni égalité. Et comment serait-il la sécurité, lui qui sera toujours fatalement la reproduction exacte des lumières, des préjugés, des passions, des capacités et de l'honnêteté de ceux en qui il se personnifie?

Ouvrez l'histoire, depuis quatre-vingts ans. Quand le même fait se reproduit toujours, c'est que la cause persiste. Quand trois monarchies différentes aboutissent à la même chute, pour avoir commis les mêmes excès;

- quand deux Républiques sur trois aboutissent au coup-d'État; - quand la troisième République présente les mêmes symptômes alarmants, et n'a vécu, pendant sept ans, que de l'impopularité et de l'impuissance de ses ennemis, - non de sa propre vitalité, - c'est qu'il y a un vice constitutionnel dans les institutions.

Vous dites à chaque fois: - *Je choisirai mieux mes représentants, je prendrai d'autres hommes.*

Vous avez donc toujours mal choisi?

Soyez moins modestes. - Oui, vous choisissez mal, mais pouvez-vous choisir mieux? - On vous demande et vous cherchez l'impossible, - à savoir la représentation du peuple, de la nation.

Tout le système dictatorial, autoritaire, gouvernemental, - trois synonymes, - repose sur cette idée insensée que le peuple peut être représenté par d'autres que par lui-même.

Personne ne peut représenter le peuple, car personne, mieux que lui, ne peut connaître ses besoins, ses volontés.

On représente des intérêts déduits, circonscrits, limités, - on ne représente pas une abstraction.

On représente une commune, on représente un groupe économique, on représente un corps de métier, - on ne représente-pas le peuple.

L'État ne vous représente donc pas. Il ne représente que lui même. - Or, vous et lui, ça fait *deux*, et *deux* ne feront jamais *un*.

Que diriez-vous d'un homme qui, ayant une épine dans le pied, s'aviserait de changer de chaussure dans l'espoir de se guérir?

L'épine, c'est l'État, - les gouvernements sont les chaussures qu'on change, - et voilà pourquoi votre fille est muette!

Troisième partie:

CENTRALISATION ET RÉPUBLIQUE

M. Gambetta - l'espoir de la future République! - déclare chaque jour, à qui veuf l'entendre, qu'il n'est pas «*décentralisateur*».

Il prétend, d'ailleurs, être républicain.

M. Gambetta pourrait-il me citer une seule République centralisée, unitaire, qui ait vécu, et qui n'ait pas abouti au despotisme personnel?

Ne parlons pas de la République romaine, qui a donné au monde César, Auguste, Tibère, Néron, Caligula et autre représentants de «*l'ordre moral*» du temps. Mais la France a déjà eu deux Républiques unitaires et centralisées, sans compter celle qui est tombée de Thiers en Mac-Mahon.

La première, la grande, celle de 92, fut unifiée et centralisée avec une énergie à laquelle rien n'a manqué.

On se rappelle sa devise: - *Une et indivisible* - ou la mort!

Et la mort, en effet, n'a pas tardé à venir, - pour la République.

Un général vainqueur, profitant de l'occasion, s'empara du Pouvoir, et comme celui qui tient le Pouvoir, tient tout, grâce à la Centralisation, la République unifiée et centralisée aboutit à l'Empire.

En 1848, nous avons eu une seconde République unifiée et centralisée. Résultat: un second coup d'État, et

un second Empire! - *Oh! répondaient nos républicains autoritaires, avant le 16 mai, - Napoléon 1^{er} avait pour lui la gloire et le génie, tandis que nos généraux actuels ayant été aussi battus qu'on peut l'être, - sauf Garibaldi, qui n'est pas français et n'aspire pas au trône présidentiel, - nous sommes aujourd'hui bien tranquilles de ce côté-là!*

Donc, - d'après votre propre aveu, - la seconde République n'avait pu se sentir rassurée sur son avenir et contre les coups d'État, que par les hontes et les incapacités de tous ses généraux?

S'ils avaient été vainqueurs et glorieux, - par conséquent populaires, - vous reconnaissez vous-mêmes qu'il y aurait eu lieu de craindre?

Eh bien, les événements viennent de prouver que c'était encore un excès d'optimisme.

Il n'en faut pas tant, là où l'État existe, pour vous conduire à coups de sabre, ou à coups de bottes.

Ni le génie, ni la gloire, ni la capacité, ni l'intelligence, ni le courage, ni la popularité, ne sont nécessaires.

Il n'y a que d'être au Pouvoir!

Le cheval de Galigula y suffirait.

Le Maréchal Mac-Mahon y a suffi.

C'est justement le vaincu de Reischoffen et de Sedan qui a fait le *16 mai*!

Quant au *2 décembre* et à la chute de la seconde République, nos partisans de l'État ont une autre réponse.

N'ont-ils pas réponse à tout, et d'autant plus facile qu'ils ne s'inquiètent point des démentis sanglants donnés par les faits!

- *Le Président de ce temps-là, - disent-ils, - était un scélérat sans foi, ni loi, qui n'a reculé ni devant le parjure, ni devant le massacre.*

Jean Hiroix aussi était un affreux bandit. Il n'en est pas moins vrai que s'il n'avait pas eu un couteau, et que si sa victime n'avait pas été désarmée, en vertu des lois tutélaires qui nous protègent et interdisent le port des armes, - de telle sorte qu'il n'y a que les assassins qui soient toujours armés, - il n'aurait pu égorger un imprudent promeneur sans défense, dans la *Plaine Saint-Denis*, à deux heures du matin.

Le couteau de Jean Hiroux, - c'est la Centralisation!

Avec cet instrument politique, aussi tranchant que contondant, il suffit que l'homme au Pouvoir soit dépourvu de principe d'honneur et pourvu d'audace, pour faire le coup d'État qui lui convient.

Tout à l'heure, ô Centralisateurs, votre République ne pouvait vivre que par l'impopularité de ses généraux. Maintenant, elle ne peut vivre que par l'honnêteté ou les scrupules de celui que les circonstances ont mis à sa tête.

Vous appelez cela vivre!

Eh bien, supposez un Napoléon III quelconque, président de la *Confédération suisse*, et si parjure, si coquin, si peu scrupuleux qu'il soit, la République, en Suisse, ne s'en portera pas plus mal. Pourquoi? - Parce que là Jean Hiroux n'a point son couteau, - la Centralisation, - et parce que le peuple a son revolver, - la Fédération!

Comment essayer un coup d'État? - Le président, le gouvernement, n'a point d'armée à ses ordres. Si, à la tête d'une poignée de factieux, un Sauveur s'emparait de Berne, il trouverait devant lui vingt et un cantons fédérés, outillés pour leur défense, vivant de leur vie propre, ayant des armes, des magistrats et le reste.

Centralisez demain la Suisse, et, après demain, vous compterez une monarchie de plus en Europe.

- *Ce n'est pas cela, - répond, sans doute, M. Gambetta. - La Centralisation n'est mauvaise que parce que le*

président n'est pas républicain. S'il était républicain, elle serait, au contraire, excellente.

La Centralisation; ressemble alors à ce fameux remède contre le choléra, qui était bon pour les menuisiers, et mauvais pour les charpentiers.

Et c'est le même homme qui déclare: *«qu'il ne se sent pas libre»* devant la pression gouvernementale, qui cri à tue-tête: - *Vive la Centralisation!*

Et ce sont ces mêmes députés, qui s'excusent de ne pouvoir remplir leur mandat, sous prétexte qu'ils sont impuissants à le faire triompher des résistances ministérielles... ou autres, - qui l'applaudissent!

Ils sont incurables!

Il y a six ans, après la chute de Paris, préparée, acclamée par eux, et le désarmement de toutes les gardes nationales, - c'est-à-dire du peuple, - voté par eux, ils allaient, baiser les souliers rouges de M. Thiers, disant, pour se justifier, qu'il tenait l'avenir de la France entre ses mains, - ce qui était vrai, puisqu'il avait le gouvernement et l'armée, - et que, ne pouvant lutter contre lui, il fallait bien l'amadouer.

Hier, ils se serraient derrière l'*Opportunisme*, comme un troupeau de moutons effarés à la vue du loup-sénat, ou de toute autre apparition menaçante, - et leur excuse était la même:

- *Le gouvernement peut tout*, - disaient-ils. - *Nous, représentants du peuple souverain, nous ne pouvons rien!* - *Un conflit, pensez-y donc! La lutte de la souris, - le peuple, - contre le chat, - la Centralisation!* --- *Si M. Fourtou arrivait au pouvoir, il nous changerait nos Préfets.* - (*La Centralisation!*) - *Si. M. J. Simon partait, ou poursuivrait tous les républicains, nous serions tous menacés d'un procès Rouvier!* - (*La Centralisation!*) - *Et le ministre de la guerre sans contre-poids. Brrr! ça fait froid dans le dos, rien que d'en parler!* — (*La Centralisation !*).

Eh! messieurs, qu'importe un Fourtou à l'intérieur, si ce sont les départements qui choisissent l'homme chargé de les administrer?

Qu'importe le ministre de la justice, si les magistrats sont nommés à temps par les justiciables?

Qu'importe le ministre de la guerre, si l'armée permanente fait place à la nation armée?

Tout ce que vous craigniez est arrivé, - Le conflit a eu lieu, - on a changé vos préfets, - on vous a poursuivis!

Êtes-vous convertis?

Avez-vous compris la leçon?

Non. - Au fond, vous avez plus peur du peuple que de tout le reste, et vous vous garderiez bien d'ébrécher le grand sabre de la Dictature qu'à votre tour vous espérez ceindre un jour ou l'autre.

Quatrième partie:

UNE SOLUTION PRATIQUE

Proudhon, parlant de la classe dirigeante, dit, dans sa *Correspondance* (t.5, p.51): *«C'est une caste bête, immorale, avide, sans principes, toujours prête à piller la fortune publique et à exploiter le pauvre, et s'accommodant pour cela également bien de l'empereur, de la République, de l'Église et du roi»*.

Aussi a-t-on vu M. Thiers s'accommoder de la présidence de la République versaillaise, et voit-on ses amis s'accommoder - non moins bien de la République monarchico-cléricale qu'ils comptent régir avec les décrets de l'empire.

Ce sont les malins de la bande.

Ils ont fini par comprendre que, pourvu qu'on bâillonnât le peuple et que l'on conservât le Pouvoir absolu aux mains de la classe dirigeante, il importait peu que le baillon fut blanc, noir ou bleu, que le Pouvoir s'appelât République ou Monarchie.

Ils ont beau faire, pourtant, le peuple commence à comprendre, lui aussi, d'où vient le mal, et à s'expliquer pourquoi toutes ses victoires d'un jour sont des défaites de vingt ans.

Il s'aperçoit que cette belle unité française produit le despotisme, comme on respire, - par une loi naturelle.

Il s'explique que, grâce à elle, ce sont et ce seront toujours les plus forcenés réactionnaires de l'époque qui gouvernent et gouverneront, et que cette France, patrie des initiateurs du monde, est condamnée à n'avoir à sa tête que des écrevisses.

La défense piteuse des *Opportunistes* eux-mêmes finira par ouvrir les yeux aux plus aveugles.

Que disent ils: - Les réformes doivent être mûres, - c'est-à-dire acceptées de tous, ou, tout au moins, de l'immense majorité, - de telle sorte que la réforme la moins incontestable, la plus urgente, ne peut voir le jour tant qu'elle dépassera le niveau intellectuel des habitants de *Fouilly-lès-Broglie*, ou de *Fourtou-lès-Badin-gouins*.

De là cette conséquence qu'avec le système unitaire, - la capacité, l'intelligence et l'instruction n'étant rien, le nombre étant tout, - ce sont les plus ignorants, les plus arriérés, les plus encroûtés, qui ont la haute voix, et font le gouvernement à leur image.

Il y a une ville que le monde admire, et qui le gouverne par ses idées: C'est Paris!

Cette ville est la capitale de la France et le cerveau de l'Univers.

Résultat: - Elle est gouvernée par les représentants de *Lorgeril-lès-Toqués* et de *Cumont-lès-Ignorantins*.

Ce sont les Béotiens qui commandent dans Athènes et lui disent: - *Halte là!*

Ce sont les culs-de-jatte qui crient aux ingambes: - *Défense de marcher et de courir!* - *Ordre de se traîner dans la crotte des vieilles ornières?*

En France, tous les centres intelligents en sont là, et tandis que M. Gambetta effare, par sa hardiesse, quelques bourgs pourris, que le républicanisme de M. Dufaure donne des cauchemars aux décapités parlants du Sénat, Paris, Lyon, Marseille, etc..., doivent se coucher à plat ventre et ramper dans le marais réactionnaire dont ne veulent pas sortir les larves ennemies du mouvement et de la lumière.

Voilà ce que nous vaut votre Unité, votre omnipotence de l'État! - C'est le monde renversé, le triomphe de la stupidité, l'apothéose de tous les vieux préjugés rancis dans les caves du passé.

Sans ces deux boulevards de tous les despotismes, Paris et les grandes villes diraient aux retardataires:

«Mes libertés vous effrayent, mon idéal vous cause de l'horreur? - Gardez vos Dufaure, vos Buffet, vos de Broglie, vos Fourtou. Faites-vous juger par leurs juges, administrer par leurs préfets, confesser, - vous, vos femmes, vos filles et vos petits garçons, - par leurs capucins. Moi, en attendant que vous soyez éclairés, comme il n'est pas plus juste que je subisse votre idéal, qu'il ne vous semble juste que je vous impose le mien, - je vais nommer mes juges, ma police, expulser mes capucins, et m'administrer moi-même, suivant mon goût et mon degré de développement moral.

Nous avons des intérêts communs, qui sont le maintien et la défense de l'indépendance nationale, l'entretien des voies de communication, les postes et télégraphes, etc..., etc... Nous ferons donc un petit pacte fort serré pour cela, et nous aurons des gens chargés d'y veiller.

Pour le reste, chacun chez soi. - S'il me plaît de changer les conditions de la propriété, de proclamer la famille libre, d'organiser la production, la distribution et la consommation des richesses communales, sur un plan tout différent du vôtre, - cela ne touche point à vos intérêts, ni à vos préjugés. - Vous garderez pour vous, la belle organisation sociale qui vous charme, vous en jouirez tout votre saoul, et même au-delà. - Des goûts et des couleurs, il ne faut pas disputer.

Donc vous respecterez mes goûts et mes couleurs, comme je respecterai les vôtres.

Nous verrons bien vite qui a tort, qui a raison, qui est le plus heureux, de vous ou de moi.

Si je me trompe, je reprendrai vos béquilles, - mais si je ne me trompe pas, ayant démontré le mouvement par la seule démonstration possible, - le mouvement, - c'est vous qui jetterez vos béquilles.

D'ici là, j'aurai vécu, moi aussi, à ma guise, suivant mes besoins propres, mes enfants et les arrière-petits-fils de mes petits-fils ne seront pas condamnés, sans profit aucun pour personne, à suivre vos modes, et à boire l'affreuse piquette sociale qui convient à vos gosiers ignorants des vins généreux de la liberté et de l'égalité.

Si vous arrivez à voir clair et à comprendre à votre tour, tant mieux pour vous! En attendant, ne me parlez plus de la société à sauver. La société est l'ensemble des institutions au sein desquelles se développent une certaine quantité d'individus. Ma société, si différente qu'elle soit de la vôtre, sera une société au même titre que la vôtre.

Je sais bien que les oies ont sauvé le Capitole, - mais elles ne gouvernaient pas Rome.

Rien du plaisir chez vous, - et au revoir».

Cette solution si simple, si logique, si pratique, est la seule possible, si l'on veut éviter d'horribles crises, suivies d'épouvantables reculs ...

Le capitaine Garcin: - *Rrrrrran!*

Cinquième partie:

SOUVERAINETÉ DE L'ÉTAT, OU SOUVERAINETÉ DU PEUPLE

Un individu mange des champignons, et se trouve empoisonné. Le médecin lui donne de l'émétique et le remet sur pied. Aussitôt il court à son cuisinier, et lui dit: *«Les champignons d'hier à la sauce blanche m'ont empoisonné. Demain, tu les accommoderas à la sauce brune».*

Notre individu mange les champignons à la sauce brune. Second empoisonnement, seconde visite du médecin et seconde cure à l'émétique.

«Parbleu! - dit-il à son cuisinier, - je ne veux plus de champignons à la sauce brune ou blanche. Demain, tu les feras frire».

Troisième empoisonnement, avec accompagnement de médecin et d'émétique.

«Pour cette fois, - s'écrie notre homme, - on ne m'y repincera plus!... Maître Jacques, faites confire les champignons».

Les champignons confits l'empoisonne de nouveau.

«Mais c'est un imbécile! - dites vous. - Qu'il jette les champignons au tas d'ordures, et qu'il n'en mange plus».

Soyez moins sévères, je vous en prie, car cet imbécile, c'est vous, c'est nous, c'est l'humanité entière.

Voilà quatre à cinq mille ans que vous accommodez l'État, - c'est-à-dire le Pouvoir, l'Autorité, le Gouvernement, - à toutes les sauces, que tous faites, défaites, taillez, rognez des constitutions sur tous les patrons, et que l'empoisonnement continue.

Vous avez essayé des royautés légitimes, des royautés de fait, des royautés parlementaires, des Républiques unitaires et centralisées, et la seule chose dont vous souffriez, le despotisme, la dictature de l'État, vous l'avez scrupuleusement respectée et soigneusement conservée.

La leçon des événements ne vous a pourtant pas manqué, et, après le 4 septembre, vous avez pu voir, pendant cinq ans, qu'une Chambre élue s'entendait aussi bien, en fait d'état de siège, de compression et d'arbitraire, qu'un monarque quelconque.

- Oh! c'était la Chambre du «jour de malheur», - répond-on. - Puis, j'avais oublié de lui dire quand elle devait partir et ce qu'elle avait à faire.

La question n'est pas là. Le fait, c'est qu'une Chambre, sans autre pouvoir exécutif que le sien, élue par

vous, peut, si elle le veut, vous gouverner à sa guise, ne tenir aucun compte de vos vœux, de vos besoins, de vos volontés, et que vous n'avez aucun moyen de les lui imposer. Le fait, c'est qu'au lieu d'une dictature à une tête, vous avez la dictature à 500 têtes!

Le mal n'est pas d'être gouverné par tel ou tel, - roi absolu ou constitutionnel, République avec ou sans président.

Le mal consiste essentiellement en ceci: - *c'est que l'autorité ne se partage pas, que la force ne se partage pas.*

Si c'est l'État qui a l'autorité, vous ne l'avez pas.

Si c'est l'État qui a la force, vous ne l'avez pas.

Or, si vous n'avez ni l'autorité, ni la force, - qu'avez-vous?

- Rien!

Vous êtes à la discrétion de l'État. - Vous êtes sa propriété, sa chose, - Vous lui appartenez, et il ne vous appartient pas, - et par conséquent, vous ne vous appartenez pas à vous-mêmes.

- Oh! la prochaine fois, je prendrai des garanties, et je ferai faire, par mes Représentants ordinaires, une Constitution qui liera si bien l'État qu'il ne pourra plus exécuter un seul mouvement sans ma permission.

Vous reconnaissez donc qu'il faut prendre des garanties contre l'État, qu'il est nécessaire de le lier? - Il est donc dangereux?

Qu'est-ce que c'est alors, que cet État dont vous ne pouvez, soi-disant, vous passer et duquel vous devez toujours vous défier et vous défendre?

Mais qui sera chargé d'appliquer ces lois contre l'État, chargé de vous protéger contre les empiétements, l'omnipotence et la dictature de l'État? - L'État naturellement, car si vous faisiez vos affaires vous-mêmes, l'État n'existerait plus.

Alors vous dites à la dictature:

- En vertu de tes pouvoirs dictatoriaux, c'est toi qui auras mission de le refréner, de te modérer et de te contrôler toi-même. - État, je te confie le devoir de mettre l'État à la portion congrue!

Cela vous paraît absurde? - C'est pourtant, là, ce que vous recommencez tous les quinze ans, après chaque révolution.

- Il faut bien un Pouvoir central, une autorité suprême, pour faire appliquer et passer dans les lois les volontés du peuple souverain. - Pourvu que je jouisse de toutes les libertés nécessaires, plus l'État sera fort, plus je serai fort moi-même, puisque l'État me représente.

Vous les avez eues déjà, toutes ces libertés, soit en droit, pendant la première Révolution, soit en fait, pendant quelques mois ou quelques jours, après 1848 et le 4 septembre. Vous avez eu et pratiqué le droit de réunion et d'association, vous avez eu la liberté de la presse, vous avez eu, par la garde nationale, la nation armée, - et, on vous a toujours retiré tout cela.

Pourquoi?

Parce que la liberté et la dictature ne peuvent coexister ensemble, qu'il y a antinomie absolue, qu'il faut que l'une supprime l'autre.

L'État, à chaque fois, est venu dire:

- Je ne puis plus gouverner, je ne suis plus le maître. Pour vivre, il me faut certaines conditions. Je suis menacé, je pérís.

Et il avait raison, il disait vrai.

Aussi vos représentants, et vous-mêmes, imbus également de la religion de l'État, de l'idée de la nécessité de l'État, tous, vous avez répondu:

- Reprends ces libertés avec lesquelles tu ne peux fonctionner. Charge-toi de la Police, de la Défense, de la Justice, de l'Instruction, de l'Administration. Moi, je me réserve de te charger de tout. C'est en cela que consiste ma Souveraineté.

Vous espérez toujours que, grâce au progrès, il arrivera un moment où l'État sera occupé par des gens représentant exactement vos idées, et, alors, ce jour-là la dictature de l'État devenant, en fait, votre propre dictature, la question serait résolue.

Détrompez-vous. Si cet accord impossible devait jamais exister, il n'existerait pas plus de vingt-quatre heures, par cette bonne raison que vos Représentants, devenus à leur tour l'État, auraient aussitôt les mêmes intérêts que l'État et que l'intérêt de l'État étant le Pouvoir et la Centralisation, ou la dictature, et votre intérêt étant la liberté, ou l'autonomie, la scission et l'antagonisme se rétabliraient immédiatement par la seule force des choses.

Cessez donc de chercher à combiner le feu et l'eau, le droit du peuple et le droit de l'État.

La Souveraineté du peuple s'appelle la Liberté. La Souveraineté de l'État s'appelle la Dictature.

La première s'exprime par le groupement libre des autonomies naturelles. La seconde s'exprime par la Centralisation et la compression uniforme sous le même niveau.

L'une s'appelle l'Union, - c'est, l'association.

L'autre s'appelle l'Unité, - c'est la caserne.

Sixième partie:

L'UNITÉ ET L'UNION

Il y a certain nombre d'années, la Guerre civile éclata dans le canton de Bâle, en Suisse.

La campagne et la ville ne s'entendaient point.

Les uns se disaient écrasés par les autres, les autres refusaient les concessions demandées par les uns. Cela dura quelque temps. On se battit avec des chances diverses, le sang coula, et l'antagonisme devint chaque jour plus marqué, de telle sorte que la Confédération dut intervenir et envoyer des troupes fédérales pour mettre un terme à cette lutte aussi fratricide que déplorable.

Savez-vous ce qui arriva?

- Parbleu! Le gouvernement fédéral fit fusiller les insurgés, déporter les survivants, et *Triompher la Loi!*

Du tout! On ne fusilla pas même les blessés, les femmes, les enfants et les vieillards.

On dit aux belligérants: «*Vous n'êtes point d'accord? La constitution qui vous régit convient aux habitants de la ville, et ne convient pas aux habitants de la campagne? - Eh bien, mes bons amis, divorcez! Il y aura, désormais, deux cantons de Bâle, - Bâle-ville et Bâle-campagne, - qui se gouverneront à leur guise!*».

Ei l'on brisa la «*belle unité*» bâloise.

Depuis ce temps, la paix la plus profonde n'a cessé de régner dans le pays, la prospérité s'est accrue, les haines se sont apaisées, et l'*Unité* brisée a produit l'*Union*.

Voilà, une solution à laquelle vous n'auriez pas songé, certes, et dont la seule mention ferait dresser les cheveux sur la tête de nos hommes d'État français.

Ce système fédéraliste accomplit pourtant bien d'autres miracles, et, notamment celui-ci, qu'il supprime tout ce qui sépare les peuples, les individus, les classes.

On parle sans cesse de la Suisse, comme d'une nation quelconque. - C'est un tort, il n'y a pas de nation, de peuple suisse.

La Suisse se compose de trois races, ennemies partout ailleurs, parle trois ou quatre langues différentes, se divise entre deux religions inconciliables. Les Suisses sont allemands, français, italiens, catholiques et protestants. - Autant de causes de haines et de déchirements dans l'Europe entière! - Ils s'adorent!

Unifiez la Suisse, et voilà les haines qui surgissent.

L'Allemand, en vertu du nombre, écrasera le Français et l'Italien. - L'Italien et le Français ne rêveront plus que séparation et soulèvement.

C'est ce que vous voyez en Autriche, où les Slaves, les Allemands, les Hongrois, les Italiens, ne cherchent qu'à s'entre-dévorer, et se détestent cordialement.

C'est qu'en effet, il y a des intérêts communs qui unissent tous les hommes, à quelque race qu'ils appartiennent, sous quelque latitude qu'ils soient nés, quel que soit leur degré de développement intellectuel et moral, leurs mœurs particulières, leur idéal personnel.

La fédération les unit par là, - et c'est ce qui la rend soluble.

Pour le reste, elle leur laisse la pleine et entière disposition d'eux-mêmes. - Elle respecte leur individualité dans tout ce qu'elle a de légitime, elle leur remet directement la solution du problème de leur propre bonheur. - Et c'est là ce qui constitue l'*Union*, qui est juste le contraire de l'*Unité*.

L'unité est toujours factice, contrainte, imposée. Elle ne peut se maintenir que par la force, - c'est-à-dire par la dictature de l'État, du gouvernement. On lui donne toujours plus qu'on n'en reçoit.

Sa formule nécessaire est: - UN DIEU, UN ROI, UNE LOI!

L'unité est une vieille idée biblique au fond, qui provient d'une fausse idée de la création.

Elle repose sur cette faille d'un couple unique, sorti des mains de Dieu. D'où il suit, en effet, que tous les hommes étant frères et enfants du même Dieu, la même loi convient à tous, que tous doivent la subir.

C'est l'idée catholique, préconisée par la papauté, de l'*Unité de la Foi*.

Les papes étaient et sont logiques.

Nos révolutionnaires fous d'Unité et de Centralisation sont dans l'absurde.

Soyons conséquents.

Si la même foi n'est plus imposée à tous, - pourquoi imposer à tous la même loi?

Si vous m'accordez le droit de croire ce que je veux, pourquoi ne m'accordez-vous pas le droit de me créer, avec ceux qui partagent mes opinions, ou seulement mon tempérament, une société politique et civile, conforme à mes idées, à mes besoins?

Que craignez-vous, si je ne vous contrains pas de la subir avec moi?

S'il m'est permis de repousser le Dieu de la Bible, de ne pas obéir à la discipline catholique ou protestante, pourquoi m'imposez-vous de croire au *Code Napoléon*, et d'obéir à vos réglementations arbitraires sur la famille, la propriété, le travail, etc...?

Vous admettez bien, en cuisine qu'on ne peut imposer le même régime à tous les estomacs.

Vous admettez bien qu'on ne peut habiller tous les hommes du même vêtement fait sur une mesure uniforme, qui serait trop long pour les uns, trop court pour les autres, trop large pour celui-ci, trop étroit pour celui-là.

Pourquoi voulez-vous que 36 millions de Français soient contraints d'endosser toutes les lois, élaborées par trois ou quatre cents d'entre eux, en un local quelconque, sis à Versailles ou à Paris?

Est-ce qu'il n'y a pas, en Europe, des Allemands, des Russes des Belges, etc..., qui vivent chacun sous ses lois propres?

Croyez-vous qu'il y ait plus de différence entre un Belge et un Français, qu'entre un ouvrier parisien, qui nomme Victor Hugo, et un paysan bas breton, qui nomme le capitaine de Mun?

Cherchez, combinez, inventez, - vous ne trouverez jamais une loi qui les satisfasse tous deux, également. - Et, comme elle ne les satisfera pas, il faudra la force, la contrainte, c'est-à-dire le despotisme, - c'est-à-dire ce que nous avons depuis deux mille ans.

En un mot, au nom de l'*Unité*, vous rompez l'*Union*, et, en broyant toutes les initiatives, vous rendrez plus douloureux et plus profonds tous les antagonismes.

Vous sèmerez l'injustice et la violence, - vous récolterez la tempête et la guerre civile.

Faisons la part exacte entre les intérêts universels et les autonomies légitimes.

Il n'y a pas d'autre solution.

Il y a des intérêts communs à l'Europe entière, - de là, la Fédération européenne.

Mais c'est tout. - La fédération nationale, - comme la fédération européenne, - doit se composer de groupes libres et autonomes, réglant souverainement tout ce qui touche leurs intérêts propres et la satisfaction de leurs besoins individuels, - soit politiques, moraux et sociaux.

Hors de là, vous n'avez et vous n'aurez jamais que l'écrasement uniforme de tous, au profil d'un être de raison qu'on appelle l'État, - et qui est notre ennemi.

Septième partie:

L'AUTONOMIE

Le grand argument des partisans du rôle de l'État centralisateur et de la Dictature gouvernementale est celui-ci:

Que deviendra Fouilly-lès-Oies, que deviendra Cancrelet-lès-Bretonnants si nous leur abandonnons le soin de s'organiser et de s'administrer eux-mêmes? - Ils se donneront aux jésuites, la réaction y élèvera ses forteresses, nous y verrons reflourir le moyen âge, l'obscurantisme, etc...

Nous leur répondons:

Avec votre système, que deviennent Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse, Dijon, etc..., etc..., - en un mot, tous les grands centres intelligents, mûrs pour le progrès, la liberté politique et l'égalité sociale?

Ont-ils la possibilité de s'administrer selon leurs idées et leur tempérament?

Et, s'ils avaient cette possibilité, appliqueraient-ils immédiatement, - (les uns plus, les autres moins, suivant leur niveau moral), - toutes les réformes, ou la plupart des réformes qui figurent sur les programmes de leurs députés et de leurs conseillers municipaux?

Oui, - Si le conseil municipal de Paris, ou de Lyon, administrait souverainement la cité, croyez-vous que les habitants de ces deux communes ne jouiraient pas, demain, de la liberté d'association, du droit de réunion,

de l'instruction gratuite, obligatoire, laïque, intégrale et professionnelle, et de la séparation de l'Église et de la Commune, etc..., etc...?

Évidemment si.

Donc, en admettant que *Fouilly-lès-Oies* et *Cancrelet-les-Bretonnants* dussent reculer de quelques millimètres, Paris, Lyon, toutes les grandes villes, une partie des petites, et même pas mal d'autres communes rurales, avanceraient d'un nombre considérable de kilomètres.

La France y perdrait-elle? La Révolution en serait-elle entravée? Le Progrès en serait-il retardé?

Il y aurait vingt, trente, quarante foyers lumineux sur cette noble terre de France, où poussent toutes les idées d'affranchissement, où naissent tous les élans généreux, et le génie de la nation liée par vos chaînes unitaires, boiteuse de votre boulet gouvernemental, pourrait enfin s'épanouir, rayonner paisiblement, sortir des éternelles théories pour s'implanter sur le sol vigoureux des faits et de l'action.

Quant au recul dont vous vous effrayez pour les campagnes et les bourgs pourris de la réaction, - rassurez-vous.

Qu'elles sont les libertés qu'ils pourraient sacrifier? L'État les a toutes confisquées. Il exerce la dictature absolue.

Les électeurs eux-mêmes de M. de Mun et de M. Decazes y perdraient leur latin, - s'ils le savaient.

Au point de vue social, que changeraient-ils? Rétabliraient-ils le droit d'aînesse féodale, la dîme, etc...? Supprimeraient-ils ce que le *Code* appelle l'*égalité devant la loi*?

Vous savez bien que non. Ces conquêtes sont les seules auxquelles tienne le paysan, les seules qui aient survécu à la grande Révolution. Ce qui a succombé, ce sont les libertés politiques; ce qui n'a pu se produire, ce sont les nouvelles réformes sociales exigées par le développement intellectuel des masses et la transformation économique de la nation, passée de l'état féodal à l'état industriel.

En fait de recul, il n'y a donc rien à craindre.

Les préfets ne peuvent pas être plus maîtres qu'ils ne le sont, les conseils municipaux plus impuissants, l'instruction populaire plus fausse et plus incomplète, le clergé plus audacieux, le prêtre plus payé et plus libre dans sa chaire, les jésuites plus encouragés, la police plus omnipotente, l'armée plus séparée du peuple, le peuple plus esclave.

Le résultat serait donc celui-ci: - pendant que les uns, - les plus intelligents, les plus instruits, - marcheraient à pas de géant à la conquête de l'avenir, pendant que tout progrès passerait au fur et à mesure, sans effort, sans crise, dans la pratique des faits, - les tardigrades n'auraient rien perdu.

Il arriverait même ceci: - ces paysans qui vont déterrer, dans les châteaux de la province, les hobereaux momifiés et les cléricaux hydrophobes qui stupéfient l'Europe et font «*marcher la France*», - parce que ces députés parlent, agissent et votent au gouvernement central, trop loin et trop compliqué pour que les électeurs en comprennent le mécanisme, - ces paysans vous étonneraient *chez eux* par leur libéralisme, dès qu'ils seraient en face de leurs intérêts personnels, et ils sauraient bien vite défendre et agrandir leurs droits propres.

Ils n'entendent rien aux généralités, et le langage révolutionnaire les effarouche. Mais ils entendent admirablement leurs intérêts individuels, et ils ont l'esprit pratique.

Mettez les questions à leur portée, que ces questions les touchent directement, là, dans leur commune, - et vous verrez tout changer.

Pour cela, il faut l'Autonomie, qui est le contraire de l'État et du gouvernementalisme, - on ne saurait trop le redire.

Quant à cette objection: - Les réformes ne sont pas mûres, elles répugnent à la majorité, etc..., etc..., - elle ne signifie rien.

Elles ne sont pas mûres pour vous? Elles le sont pour moi!

Elles vous effraient? Elles m'attirent!

De quel droit m'imposez-vous votre diète et vos préjugés? - Est-ce que je demande de vous imposer mes vérités et mes aspirations?

D'ailleurs, la majorité ne peut-elle pas être ignorante, stupide ou trompée?

Le droit de la majorité, c'est le droit, de la force, - ce n'est pas la force du droit!

Il n'y a pas d'erreur qui n'ait été crue par la majorité, pas de crime que la majorité n'ait absous, acclamé!

Était-ce la peine d'abolir le droit divin de la monarchie, pour substituer le droit divin de la majorité?

Qu'y gagne la liberté? - Qu'y gagne le progrès?

Si vous voulez, alors, majorité contre majorité.

La majorité, à Paris, n'est-elle pas révolutionnaire, démocratique et socialiste?

Pourquoi écraser, dans Paris, cette majorité, sous une autre majorité de Brives-la-Gaillarde, de Quimper-Corentin et consorts?

Si cela est légitime, - pourquoi la majorité européenne, qui est monarchique, n'interdirait-elle pas la forme républicaine à la France?

Soyons logiques. - Si l'Unité est bonne, il la faut partout. Étendons-là à l'Europe, à l'humanité entière. Si le droit de la majorité est absolu et sacré, qu'il règne en tout et partout, et que la France, se soumette aux décisions de la majorité cosaque, allemande, turque, espagnole, etc...

Je ne vois pas en vertu de quel principe différent la France pourrait vivre en République sans le consentement de l'Europe monarchique ou impériale, - quand Paris au bord de la Seine, Lyon dans le Rhône, Marseille sur les rives de la Méditerranée, ne peuvent s'administrer eux-mêmes, en respectant naturellement les liens de solidarité de la grande Autonomie française.

Toutes les Autonomies se tiennent, et l'Autonomie nationale justifie l'Autonomie communale, qui justifie l'Autonomie individuelle.

Il est absurde de prétendre que ce qui est bon à trente-six millions de Français, - c'est-à-dire le droit de se gouverner et de s'administrer à leur guise, - serait mauvais appliqué aux sous-collectivités moins étendues de ces mêmes français.

Huitième partie:

LE FÉDÉRALISME

La liberté politique et l'égalité sociale, tel est le but poursuivi par la Révolution. Tout le monde est d'accord là-dessus. Or, comme nous n'avons pas plus l'une que l'autre, malgré une vigueur révolutionnaire de la force de dix Révolutions par siècle - c'est qu'il ne suffit pas de savoir on l'on veut aller, mais qu'il faut savoir encore par quel chemin on doit passer.

Tous les chemins conduisent à Rome, - c'est-à-dire à la servitude.

Il n'y a qu'un chemin qui conduise à la Révolution, - c'est-à-dire à l'égalité dans la liberté, - et ce chemin, c'est l'Autonomie, puisque tous les autres chemins suivis jusqu'ici nous ont toujours ramenés au point de départ, et rejetés sous les pieds de la dictature d'un homme, d'une classe, d'une Assemblée ou d'une majorité quelconque, personnifiant l'État.

En parcourant la Suisse (2), il m'arriva, une fois, de traverser successivement les deux cantons du Valais et du Tessin.

Dans le premier, l'Église était tout, dans le second, rien.

Au Valais, le cléricalisme florissait et s'épanouissait comme la *Compagnie de Jésus* sous la 3^{ème} République.

Dans le Tessin, à cette époque, toutes les congrégations religieuses étaient supprimées; l'enseignement devenu exclusivement laïque, leur était interdit; les prêtres n'étaient ni électeurs ni éligibles, l'État ne les payait point, et il dépendait de chaque Commune d'avoir ou de n'avoir pas de curé, suivant qu'il lui convenait ou non d'en faire la dépense.

Ainsi, dans le même pays, dans deux cantons, comme qui dirait deux départements français, la question religieuse recevait deux solutions diamétralement opposées.

Or, savez-vous ce qui serait arrivé, si le Valais et le Tessin, au lieu de posséder leur *Autonomie*, avaient joui des bienfaits de la *Centralisation*, de l'*Unité* et du *Pouvoir fort*? - C'est que le Valais serait resté clérical et que le Tessin le serait devenu, car l'*Unité* profite toujours à la réaction, jamais au progrès.

Prenons des chiffres, cela ne se discute pas.

Le Valais compte environ 100.000 habitants, le Tessin 130.000.

Les 100.000 Valaisans sont presque unanimement cléricaux. Mettons-en 90.000 seulement, pour faire la part large à la minorité opposante.

Les 130.000 Tessinois sont, en majorité, anti-cléricaux, mais, majorité restreinte, non écrasante. Mettons, pour être généreux, 80.000 ennemis de la suprématie de l'Église.

Reste 50.000 Tessinois qui partagent les sentiments de la majorité valaisane.

Voici donc les chiffres:

| | | | |
|---------------------|---------------------|---------------------|------------------|
| Cote clérical: | Valaisans 90.000 | Tessinois 50.000 | Total 140.000 |
| Côté anti-clérical: | 10.000 | 80.000 | 90.000 |

Différence: 50.000 en faveur de l'Église.

Donc, si le Tessin et le Valais étaient unifiés, l'Église triompherait.

Au lieu que la moitié du tout soit affranchie, la totalité de ce tout serait livrée à l'omnipotence du clergé.

Vous voyez par là que l'Autonomie est la seule forme qui garantisse le droit des minorités, qui permette au progrès de s'affirmer et de se faire jour partout où il est mûr.

Qu'y perd le Valais? Rien. Qu'y gagne le Tessin? Tout.

Avec l'Unité, au contraire, qu'y gagne le Valais? Rien! Qu'y perd le Tessin? Tout!

En effet, le gouvernement unitaire des deux cantons étant aux mains des cléricaux, - puisque les cléricaux sont la majorité brute, - voilà les anti-cléricaux écrasés, condamnés à subir la loi rétrograde des plus arriérés et des plus nombreux. Le gouvernement fort, usant de sa force, entrave par tous les moyens possibles la propagande anti-cléricale, la rend infructueuse, la supprime, et les Fourtou de l'endroit sont maîtres.

En pareil cas, il n'y a plus que deux solutions possibles: - attendre que le progrès des idées convertisse peu

(2) Je sais, aussi bien que personne, ce qui manque à la Suisse, sons le rapport des institutions sociales. Je crois, néanmoins, que la France serait fort heureuse si elle possédait la plupart de ses institutions politiques, dont l'initiative française saurait, en peu de temps, tirer toutes les conséquences logiques.

à peu la majorité cléricale, ou faire une Révolution violente. Attendre, soit! - Combien de siècles cela durera-t-il?

Voilà quatre-vingts ans que cela dure en France, et l'on voit où nous en sommes!

En mettant les choses au mieux, à en juger d'après les dernières élections, la masse, en France, commence à en être où en étaient Paris, Lyon et les grandes villes, il y a une quarantaine d'années. Dans quarante ans, quand la masse en sera où en est Paris, Lyon, Marseille, etc..., aujourd'hui, - où en seront les grands centres?

Il y aura toujours une différence d'un demi-siècle.

C'est-à-dire que les plus avancés, les plus éclairés, les plus intelligents, l'avant-garde, en un mot, devra attendre sous l'orme, pendant une cinquantaine d'années, les retardataires, en croquant le marmot de la réaction relative du moment.

Conséquences:

- 1- Cinquante ans de perdus pour le progrès et le bonheur de la minorité, - des capables.
- 2- Pas une minute de gagnée pour le progrès et le bonheur de la majorité, - des incapables.

Une Révolution violente? - Soit.

Toute Révolution étant l'œuvre d'une minorité, puisque tout progrès commence nécessairement par s'incarner dans le petit nombre, voici ce qui arrivera.

La Révolution s'empare du Pouvoir. - Après? -Au bout de huit jours, de trois mois, ou d'un an, elle est obligée de le quitter, parce qu'elle dépasse les vœux et la portée d'esprit de la masse.

Ce qui lui succède fatalement, c'est donc la réaction mais la réaction enragée par la défaite, furieuse d'avoir eu peur, et qui se venge, et qui prend ses précautions contre une nouvelle surprise.

La Révolution ne s'en porte pas mieux, et les révolutionnaires s'en portent plus mal. Voilà le pays séparé en deux camps ennemis, en vainqueurs, en vaincus, et vous savez ce que cela produit, car c'est l'histoire de la France, depuis bientôt un siècle.

Voici donc, en regard, chiffres et faits en main, les résultats contradictoires de l'Unité et de l'Autonomie:

Avec la première, la majorité réactionnaire domine, entrave, arrête tout, et la nation est toujours à la veille ou au lendemain d'une Révolution.

Avec la seconde, le progrès se produit là où il est possible, dès qu'il est possible, sans secousse.

Avec l'Unité, tout le monde perd, personne ne gagne.

Avec l'Autonomie, personne ne perd, beaucoup gagnent.

Choisissez!

Neuvième partie:

A QUOI SERVENT LES GOUVERNEMENTS

«*La mère Michel, qui a perdu son chat*», faisait une mine moins effarée que ne la ferait bon nombre de citoyens français si, demain matin, en s'éveillant, ils apprenaient qu'ils ont perdu leur gouvernement.

Pas de gouvernement! Hélas! qu'allons nous faire? Comment vivre?

Quoi, nous n'aurons plus d'armée permanente pour nous-défendre, et, au besoin, pour nous combattre?

Quoi, nos magistrats, - ces êtres redoutables, de qui dépendent notre honneur, notre fortune, notre liberté et notre vie, - ne seraient plus nommés, décorés et *avancés* par un ministre chargé au nom de tous, sans qu'on sache pourquoi, de nous distribuer de la justice ce qu'il en conçoit, par l'entremise de fonctionnaires à son image?

Quoi, la paix et la guerre ne seraient plus entre les mains d'un autre ministre, - celui des affaires étrangères, - qui joue, dans le silence du cabinet, avec l'Europe, cette partie de whist, dont notre influence et notre dignité font l'enjeu, et où la France remplace le *mort*?

Quoi, nous n'aurions plus un ministre de l'instruction publique, pour peser dans ses balances, - d'accord avec le clergé, - les quantités infinitésimales d'idées qu'on laissera parvenir à ceux de nos enfants qu'on s'inquiète d'instruire de la façon que permet la réaction gouvernementale d'en jouir?

Quoi, nous n'aurions plus un autre ministre pour choisir, à son goût, et au goût du maître suprême des mitrailleuses, les préfets qui réglementent les enterrements civils, ferment les cafés où l'on ne porte pas la santé de Napoléon 4^{ème}, et les cercles où M. de Mun ne prêche pas la croisade à l'intérieur?

Quoi, nous serions réduits à faire nous-mêmes nos propres affaires?

Quoi, nous subirions la nécessité de nous défendre nous-mêmes, de nous administrer nous-mêmes, de confectionner nous-mêmes les lois qui nous régissent, de réformer nous-mêmes, à volonté, les abus qui nous entravent et nous ruinent, de n'avoir à consulter, dans nos décisions, que nos propres intérêts et notre propre raison, au lieu de subir, de gré ou de force, l'intérêt du gouvernement et la raison d'État?

Vous êtes-vous jamais demandé lequel des deux avait besoin de l'autre, - du boucher ou du mouton, du riche ou du pauvre, du Gouvernant ou du Gouverné?

Il est bien évident que le boucher a besoin du mouton, et que le mouton, sans le boucher, ne s'en porterait que mieux.

Il est également évident que, s'il n'y avait plus de pauvres, cela gênerait considérablement les riches et les oisifs, car, n'ayant plus personne à faire travailler à leur compte, les riches devraient travailler eux-mêmes et gagner leur pain à la sueur de leur front, comme de simples manœuvres, tandis que "Madame la duchesse", privée des services de sa cuisinière, en serait réduite à préparer de ses blanches mains le repas de son homme.

Supposez, au contraire, qu'il n'y ait plus d'exploiteurs, de parasites et d'oisifs, - qu'y perdront ceux qui produisent, et qui travaillent?

La terre et ses richesses naturelles ou appropriées auront-elles disparu?

L'outillage industriel accumulé aura-t-il disparu?

N'y aura-t-il plus de forêts pour nous fournir le bois, de mines pour nous donner le charbon et le fer, de champs pour nous produire du froment, de bras pour mettre tout cela en œuvre?

L'humanité ne mourrait donc ni de froid, ni de faim. Seulement, les conditions du travail et la répartition des produits seraient changées.

Avez-vous plus besoin de ce gouvernement omnipotent qui pèse sur vous, Gouvernés?

Que fait-il, en votre nom, que vous ne pourriez faire à sa place, mieux et à meilleur compte?

Vous défendre contre l'invasion étrangère! - En êtes-vous bien sûrs? - Il n'y réussit pas toujours! - Pour se défendre contre une agression injuste, jamais une année ne vaudra un peuple.

La République, en 92, n'avait que des volontaires, et c'est le peuple armé de France qui a repoussé la coalition européenne.

Pendant que toutes les années des gouvernements étrangers fuyaient devant Napoléon 1^{er}, ce n'est pas l'armée espagnole, c'est le peuple espagnol qui résistait au despote, dévorait ses soldats et ses généraux.

En 1870, à Paris, ne savez-vous plus que c'est le peuple armé, la garde nationale qui, pendant cinq mois, a sauvé l'honneur et tenu contre la Prusse et Trochu?

Les années permanentes ne sont utiles qu'à l'intérieur. À qui?

Au gouvernement! - Sans armée, point de décembre.

Croyez-vous que vos magistrats ne vaudraient pas les siens?

Êtes-vous bien certains que votre police ne vaudrait pas la sienne?

Sortant et dépendant de vous, tout cela serait ce que vous voudriez qu'il fût, et ne tournerait jamais contre vous-mêmes les armes confiées pour assurer votre tranquillité.

Le gouvernement, tel qu'on l'entend jusqu'à présent, n'est qu'un rouage inutile, gênant et dangereux, qui fait sauter la machine tous les quinze ou vingt ans. Son rôle unique est de substituer, au libre jeu des initiatives individuelles et collectives, au libre développement des groupes naturels se fédérant pour le bien commun et la sécurité générale, le joug étouffant des passions, des préjugés, des égoïsmes et des ambitions des quelques individualités que le hasard ou la force, grâce à l'ignorance des uns, à l'indifférence des autres, à l'abdication de tous, a portées au Pouvoir.

Sans ce rouage, vous auriez l'*Autonomie communale* complète, qui représente la liberté sous sa seule forme pratique, - et l'*Unité arbitraire* brisée laisserait apparaître la solidarité économique, qui vous donnerait la paix par la justice.

Aujourd'hui, quoi qu'on fasse, la société est devenue, de militaire ou destructive, industrielle ou productive.

Le travail est le maître, - non dans la loi, il est vrai, - mais dans la réalité scientifique.

Les autonomies, les collectivités, quelles qu'elles soient, n'ont plus qu'un intérêt, qu'un besoin, - la production abondante, l'échange assuré, la circulation rapide, la répartition universelle.

A tout cela, il manque une chose, - la justice. Qui vous la donnera? Les gouvernements? Non, vous-mêmes!

Fils du passé, produits d'une époque de luttes et de compétitions violentes pour la force, les gouvernements maintiennent les castes qui s'écrouleraient sans leur appui, et jettent dans la balance du travail leur lourde épée humide de sang.

Après avoir été l'image de la civilisation passée, ils sont devenus le contre-pied de la civilisation présente et future.

- Vous voulez la paix? - Ils sont la force, c'est-à-dire la guerre!
- Vous voulez l'Autonomie? - Ils sont l'Unité, c'est-à-dire la compression.
- Vous voulez la justice? - Ils sont le Pouvoir, c'est-à-dire la plus haute incarnation du privilège.
- Vous voulez la solidarité? - Ils sont la raison d'État, c'est-à-dire l'antagonisme.

Dixième partie:

CE QUE RAPPORTE LE POUVOIR FORT.

- Mais, monsieur, c'est le démembrement de la patrie!
- Quoi donc?
- Votre «*autonomie communale*»! il n'y a plus de France!
- Comment, c'est démembrer la France que substituer à la «*centralisation gouvernementale*», représentant

le principe d'autorité, la *«libre fédération des autonomies naturelles»*, c'est supprimer la France que supprimer l'État au bénéfice du peuple, et transformer trente-six millions de cadavres gouvernés en une collectivité de citoyens!

- Oui, monsieur, et c'est presque une trahison dans le moment actuel. Ah! si nous étions tout seuls dans le monde, si nous n'avions pas de voisins puissants et menaçants, si le pays ne sortait pas de la plus effroyable défaite qu'il ait encore subie, si nous avons conservé notre influence politique, notre puissance militaire des beaux jours, oui, je l'admets, ou pourrait peut-être relâcher quelques-uns des liens de fer auxquels nous devons cette grrrande Unité française qui fait notre orgueil et l'envie de l'Europe! Mais, aujourd'hui plus que jamais, il faut nous concentrer, nous resserrer; plus que jamais, il nous faut un Pouvoir fort, vigoureusement organisé, promptement obéi, appuyé sur une armée permanente plus nombreuse et plus caporalisée que jamais. D'ailleurs, c'est l'avis de Gambetta et de Thiers, cela dit tout!

- Avions-nous un gouvernement fort et centralisé en 1870?

- Sans doute.

- Est-ce que cela nous a empêchés d'être battus, de perdre deux provinces et de payer cinq milliards à la Prusse?

- Non, mais les hommes à la tête du gouvernement étaient des coquins et des imbéciles.

- Donc votre Pouvoir fort, votre État centralisé, ne vaudrait déjà plus par lui-même, par son principe, mais par les hommes qui le représentent, et votre salut dépendrait du hasard qui nous ferait gouverner par d'honnêtes gens ou des gens d'esprit. Napoléon 1^{er} était-il un imbécile?

- Certes, non.

- C'était même ce qu'on peut appeler un grand capitaine.

- À coup sûr!

- Son pouvoir était incontesté, absolu. La France était unifiée, centralisée jusqu'à l'idéal. Il y avait un caporal qui s'appelait l'État, et un régiment appelé le peuple qui marchait au doigt et à l'œil. Résultat: Waterloo et deux invasions!

- Parbleu! il avait épuisé la France par des guerres continuelles, et lassé l'enthousiasme par un affreux despotisme.

- Ah! très-bien. Il vous faut, alors, un Pouvoir fort qui ne soit pas despotique, et un État centralisé qui n'abuse pas de son omnipotence, et laisse l'opinion publique tout diriger?

- Voilà!

- Eh bien, mon cher ami, quand vous aurez découvert ce merle blanc, M. Dugué de la Fauconnerie consentira à payer les paris qu'il perd! En attendant, ce qui reste établi, c'est qu'un Pouvoir fort, c'est que l'État, c'est que l'Unité, ne suffisent pas à protéger contre la conquête étrangère, et ne garantissent point contre les invasions,.

- Il est certain qu'on peut toujours être vaincu. Cela dépend des généraux. Quand ce sont des ânes ou des traîtres... Mais il faut être fort contre l'étranger. La Prusse est formidable, elle nous guette, et l'Unité seule...

- Elle vous a produit trois invasions en soixante ans, une tous les vingt ans! Cela ne vous suffit pas?

- Au contraire, je n'en veux plus.

- Je comprend ça. Voyons les faits. Il n'y a qu'une guerre légitime, avec l'ennemi extérieur, c'est la guerre défensive contre une agression injuste, pour la conservation de l'indépendance, de l'Autonomie nationale, politique et sociale. Or, l'invasion est toujours possible, je dirai même certaine, là où la défense commune est confiée à une armée permanente, car, là, il suffit de vaincre cette armée pour ne plus rencontrer de résistance. Entre deux armées en présence, il y en a nécessairement une battue, et, l'armée une fois vaincue, que vous reste-t-il pour votre salut? Rien.

Vous l'avez vu en 1814, en 1815, en 1870.

L'ennemi vainqueur se trouve en face du pays désarmé, où rien n'est organisé pour la résistance vraiment nationale, la seule qui soit invincible. Le paysan n'a point d'armes, il est habitué à compter sur les troupes régulières et à trembler devant l'uniforme, même des siens! Au lieu d'abandonner sa ferme, de se jeter dans les bois ou dans les villes, de cacher ses provisions, d'affamer, de harceler l'envahisseur, il court au-devant de lui, et il le ravitaille pour échapper au pillage.

Il dénoncera même ceux qui veulent défendre le pays. Cela regarde l'État et l'armée. Dressé à la soumission, habitué à l'impuissance, il n'a que des intérêts individuels.

Il s'occupe d'abord de les sauver du naufrage universel. Il se moque bien de la patrie! Quels sont les droits qu'elle lui assure et que lui ôterait le vainqueur? Il n'a que son champ et sa peau, il les garantit de son mieux, Il ne sait que le respect de la force, il ignore la liberté, n'ayant pas d'indépendance.

Quant aux villes, même chose. Pas de garnison, pas de résistance! L'ennemi, au lieu de trouver partout l'embûche qui l'épuiserait et rendrait vaines les plus grandes victoires, trouve partout des abris, des ressources, comme dans son propre pays, seulement ça ne lui coûte rien, et ménage ses finances.

Supposez l'Autonomie, au contraire, et la nation armée. Que tous les hommes valides soient exercés, qu'ils sachent que d'eux seuls dépend leur salut personnel, le salut général! Que ces hommes aient des institutions auxquelles ils tiennent, qui satisfassent leurs besoins et leurs droits, oh! tout change. Ce ne sont plus seulement des soldats que rencontre l'ennemi, mais des citoyens, une armée, mais un peuple. Et ce peuple, trempé par la liberté, fortifié par l'habitude de l'initiative personnelle, avant tout à perdre à la conquête ou à la défaite, devient indomptable. C'est, sa cause à lui qu'il défend.

Savez-vous pourquoi la France entière s'est levée en 92? C'est que la France avait à défendre de véritables conquêtes politiques et sociales. Elle craignait le retour du régime féodal.

En 1814 encore, les paysans de Champagne et de Lorraine essayèrent de résister, parce qu'ils redoutaient d'être dépossédés par les émigrés.

En 1870, nul élan. Ils sont restés indifférents. Personne ne menaçait plus leurs droits acquis, et la République avortée ne leur promettant ne leur donnant rien de plus, ils crurent avoir tout à perdre, rien à gagner à la résistance.

Demander l'autonomie, demander la fédération des autonomies en possession de l'intégralité de leurs droits, c'est rendre la Révolution invincible devant toute invasion des monarchies ou des empires, c'est-à-dire du passé, coiffé ou non du casque de Bismark.

Après Sadowa, Vienne déclara à son empereur qu'elle ne voulait pas subir de siège, et l'Autriche signa la paix sans coup férir.

C'est que la nation n'avait rien à défendre qui valût la peine d'être défendu.

Après Sedan, le peuple de Paris se leva prêt à tous les sacrifices.

C'est qu'il croyait avoir la République, et défendre son bien propre.
